



VALENCE : LES TRAVAILLEURS S'ENTRAIDENT LES PIEDS DANS LA BOUE, LE PATRONAT ET TOUTES LES AUTORITÉS ONT DU SANG SUR LES MAINS

Voitures englouties, renversées, murs et meubles fracassés, arbres tordus, arrachés, balayés par un déluge de boue ; et depuis des jours l'élan de solidarité et les secours, souvent improvisés, qui fouillent les décombres à la recherche de survivants, qui déblayent les rues sinistrées pour rebâtir le plus urgent... les images de la région de Valence (Espagne) peuvent à peine évoquer la violence et le choc subis après les inondations de mardi et mercredi dernier. Avec 200 litres d'eau de pluie par mètre carré, l'énorme vague, qui atteignait un niveau de deux mètres par endroits, a tout emporté sur son passage. Le bilan provisoire s'établissait à 213 morts dimanche matin, alors que 1900 personnes seraient encore portées disparues.

Une catastrophe qui n'avait pourtant rien d'inévitable.

Les responsabilités écrasantes des autorités et du patronat

Bien sûr, rien ne pouvait arrêter la tempête elle-même, aléa climatique à la force exceptionnelle. Mais elle était parfaitement prévue déjà une semaine avant. Comme l'affirme le journal Le Monde : « Les autorités disposaient de toutes les informations pour préparer un plan d'évacuation ou interdire les déplacements non essentiels. » Et pourtant, ni la droite à la tête de la région, ni la gauche à la tête du pays n'ont esquissé le moindre geste. Les messages d'alerte graves ne sont arrivés qu'après que les crues avaient déjà submergé des routes et des villages entiers, piégeant tous ceux qui tentaient de rentrer chez eux.

Il fallait que l'économie tourne ! Certaines entreprises, comme Uber ou Mercadona (une chaîne de supermarchés), ont obligé leur personnel à continuer leur travail après le début de la tempête. Combien de vies humaines perdues pour des chiffres d'affaires ?

Il y a un an, à Madrid, la maire de la ville avait lancé un plan d'urgence devant des risques similaires de crues, qui n'avaient finalement pas touché l'agglomération... à quelques kilomètres près. Erreur intolérable pour les syndicats patronaux !

Alors que le réchauffement climatique accélère la fréquence de ces événements extrêmes, que des protocoles devraient anticiper les risques accrus, ce que les politiciens surveillent comme le lait sur le feu, ce sont les jérémiades du patronat et les cours de la Bourse.

La solidarité de ceux d'en bas face à l'incurie et à la calomnie de ceux d'en haut

Alors que la population de la région n'a pas eu accès rapidement au minimum pour survivre, notamment de l'eau et de la nourriture, les pouvoirs publics se sont indignés que certains magasins aient été « pillés »...

En réalité, la population n'a pas attendu les secours officiels pour se débrouiller et organiser la solidarité, par milliers de volontaires. Et il valait mieux ! Car non seulement rien n'a été fait avant la catastrophe, mais les autorités ont attendu plus de trois jours après les crues pour déclencher un plan de mobilisation d'urgence de milliers de pompiers, de policiers et de soldats... dont certains auront sans doute pour tâche, urgente à leurs yeux, de protéger les vitrines des bijoutiers ! Alors quand le roi, la reine d'Espagne et le Premier ministre ont visité la région ce dimanche, pour faire dans l'émotion et tenter de calmer les gens, les habitants les ont accueillis avec des huées méritées et aux cris de « Assassins ! Assassins ! ». Ils ont dû fuir.

Oui, la bourgeoisie et son État ont du sang sur les mains. En temps de crise comme en temps normal, leurs profits passent avant nos vies. Les trésors de solidarité et d'abnégation que les classes populaires déploient dans les pires situations montrent que ce n'est pas une fatalité. Mais pour rebâtir un monde nouveau, à Valence comme partout ailleurs, ce sont les exploités qu'il faudra déblayer de la route.

Le Monopoly des transports

Dans quelques mois, le secteur des bus de Paris et sa petite couronne sera « ouvert à la concurrence ». Fini le monopole de la RATP. De fin 2025 à 2026, la gestion des dépôts et des salariés sera transférée à des entreprises privées, des groupes comme Transdev (dont la Caisse des dépôts est encore l'actionnaire majoritaire) ou à la RATP elle-même à travers sa filiale Cap Île-de-France. Cette ouverture à la concurrence, préparée depuis 15 ans par le patronat du secteur et les responsables politiques à son service, en France comme en Europe, est une offensive pour rendre les travailleurs plus flexibles encore et répondre aux besoins des patrons. Diviser les réseaux d'exploitation en lots, comme cela sera le cas pour TER AURA au cours des 10 prochaines années, gérés par différentes filiales est un prétexte pour tenter de casser les conditions de travail, abaisser les salaires, s'attaquer aux syndicats en les divisant eux aussi par lots et plus directement pour tenter de contrer les réactions des travailleurs.

La SNCF et la RATP « embarrassés » par le livre de Bardella

À travers sa maison d'édition Fayard, Vincent Bolloré déploie de grands moyens pour la promotion du premier bouquin de son pantin du Rassemblement National, Jordan Bardella. La campagne de pub' devait passer par des affichages dans les gares et sur les quais. Mais devant le tollé et la mobilisation des syndicats de la SNCF, la régie publicitaire Médiatransports a finalement renoncé. C'est la moindre des choses quand on sait que la « neutralité » avait été invoquée il y a quelques mois pour censurer les affiches du spectacle de Waly Dia dans les couloirs du métro parisien. Et à ce momentlà, on n'avait pas entendu Bardella exprimer sa « profonde indignation » et demander à la société « de revenir sur cet acte de censure inadmissible

».

Ce bulletin t'a plu? Fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants.



@npa_revo_74



comitenpa74@gmail.com



npa-revolutionnaires.org

Il menace même de faire un recours par voie légale. Pourtant sa publicité il l'a tous les jours par la politique du gouvernement et des diverses chaînes télé...

Socialisation des pertes, privatisation des profits

Des rumeurs circulent sur une éventuelle privatisation de Transdev. Pour la petite histoire, il y a une dizaine d'années, l'État venait à la rescousse de Veolia, actionnaire de Transdev alors en difficulté, et rachetait ses parts. C'est le rôle de l'État dans cette société capitaliste : quand les entreprises perdent de l'argent, il apporte le sien, et quand elles redeviennent rentables, il les revend à des patrons pour qu'ils puissent en profiter.

Vencorex : les grévistes de la chimie manifestent contre les licenciements

Mercredi 30 octobre, plus d'un millier de grévistes de la chimie et de soutiens ont manifesté à Pont-de-Claix, dans la banlieue de Grenoble, contre la fermeture de l'usine Vencorex. Une grève avec piquet jour et nuit a commencé mercredi 23 octobre, suite à l'annonce de l'unique offre de reprise prévoyant le licenciement de 455 salariés sur 480. Que ce soit pour maintenir l'emploi et l'activité ou pour ajouter au moins un zéro à l'indemnité de licenciement, le patron ne cédera rien sans qu'une mobilisation l'y contraigne. La majorité des salariés sont conscients qu'il faudra poursuivre et étendre la grève. C'est dans les poches de ces capitalistes que se trouve l'argent qui permettrait de maintenir l'emploi et les salaires : des dizaines de millions d'euros de bénéfices pour PTT GC et 3,1 milliards pour Air Liquide en 2023, 430 millions en dividendes versés en 2023 par Solvay. C'est pour protéger ces fortunes que l'État fait miroiter aides publiques et mesures protectionnistes en espérant susciter des reprises industrielles.

**Retrouvez
tous nos
liens
utiles ici**

